

# AÏN DEFLA La Journée mondiale de la Protection civile célébrée dans l'intimité

Les manifestations qui ont marqué cette journée de la Protection civile, célébrée mondialement le 1<sup>er</sup> Mars de chaque année, ont eu lieu cette fois-ci sans ostentation, sans visite de délégation officielle, contrairement aux années précédentes, quasiment dans l'intimité.

A cette occasion, lors d'une cérémonie interne, 70 agents ont été promu au grade supérieur dont un lieutenant au grade de capitaine.

Dans le cadre de cette célébration, les hommes aux casques d'argent ont organisé, en collaboration avec le secteur des Forêts, le lundi 4 mars, une journée de volontariat pour le reboisement de deux sites, à savoir celui de Echellal, à l'entrée-est de la ville de Aïn Defla et de l'autre situé sur le versant nord du mont Doui qui domine le chef-lieu de la Wilaya.

Toujours dans ce cadre, des diplômés de secouristes ont été attribués à des bénévoles qui ont subi une formation dispensée par les cadres de cette institution. «Notre objectif est de former un secouriste par famille» précise M. Hassani Ahmed, le responsable de wilaya qui note que depuis la fin de l'année 2011 à ce jour, quelque 700 secouristes dont 100 femmes ont été formés. Ce type de formation a touché plus de 37 000 jeunes au niveau national, le cycle de formation étant de 21 jours à raison de 2 h de cours pratiques et théoriques par jour.

Ce 1<sup>er</sup> mars, Journée mondiale de la Protection civile a été aussi marqué par la mise en service du poste de secours permanent au niveau de l'important carrefour de Boumedfaâ, pour des opérations de secours tant sur l'autoroute que sur la RN4 jusqu'aux limites territoriales de la Wilaya de Aïn Defla avec celle de Blida,dans sa partie nord-est.

Karim O.

# VIVE TENSION AU VILLAGE MZARIR DANS LA DAÏRA DE M'CHEDALLAH Les villageois s'opposent toujours au démantèlement de la Garde communale

*Encore une fois, et après la tentative de novembre dernier de démanteler le détachement de la Garde communale de leur village, des dizaines de citoyens de Mzarir, village situé sur les hauteurs du Djurdjura, à quelques kilomètres du col Tizi N'kouilal, dans la commune de Saharidj, à 50 km à l'est de Bouira, se sont opposés ce jeudi aux éléments de l'ANP qui voulaient procéder à ce démantèlement.*

Très en colère, les villageois ne comprennent pas pourquoi les autorités militaires s'entêtent à démanteler coûte que coûte ce détachement alors que l'insécurité est toujours présente

surtout dans ce village reculé, incrusté dans un vallon en plein Djurdjura. En novembre dernier, lorsque les militaires s'étaient déplacés dans le but de démanteler ce détachement, les villa-

geois avaient alors refusé, en demandant une solution de rechange pour leur sécurité. Les villageois ont exigé également de la protection pour leurs enfants qui sont gardes communaux au niveau de ce détachement. Assimilant ce démantèlement à un appel au meurtre, convaincus que leur village sera la cible des terroristes en signe de représailles, les villageois exigent soit le maintien du détachement, soit l'installation d'une unité de l'ANP sur les hauteurs, afin de protéger la population. Aussi, ce jeudi, lorsque les unités

de l'ANP s'étaient présentées pour procéder au démantèlement de ce détachement, ce sont tous les villageois qui se sont élevés en fermant toutes les voies d'accès au village, à l'aide de branches d'arbres, de pierres et autres pneus auxquels ils ont mis le feu.

Après plusieurs heures d'attente, et face au refus de la population de laisser partir ces gardes communaux, les responsables militaires ont décidé de reporter l'opération en rebroussant chemin.

H. M.

# UNITÉ PRIVÉE DE BRIQUETERIE D'AOMAR Les travailleurs en grève depuis le 21 février

*Une centaine de travailleurs d'une briqueterie privée d'Aomar sont entrés en grève depuis le 21 février dernier dans l'indifférence totale de leur employeur.*

Selon les représentants syndicaux UGTA de cette unité, qui se sont déplacés à notre bureau ce samedi, les revendications des travailleurs sont légitimes et consistent en la demande d'une augmentation de salaire à hauteur de 30%, ainsi que le paiement des primes individuelles et collectives.

D'après le secrétaire général de la section syndicale de cette entreprise, Sellami Ali, au mois de juillet dernier, le patron en compagnie du directeur de l'unité, s'est engagés à revoir à la hausse les salaires des travailleurs à partir de janvier 2013. Au mois de décembre dernier, et pour rappeler ses promesses au responsable de cette unité, une rencontre a été organisée à la demande du syndicat pour entériner ces décisions tenues verbalement. Or, lors de cette rencontre qui a eu lieu en présence d'un inspecteur de travail, le représentant du directeur de cette unité a renvoyé la question des augmentations à sep-

tembre 2013 ; chose que les représentants syndicaux ont rejeté en rappelant au représentant de l'unité, les engagements du directeur.

La rencontre s'est achevée sans aucune entente et avec un P-V de non-conciliation. Suite à cela, et ne pouvant plus continuer à travailler avec des

salaires oscillant entre 18 000 et 25 000 dinars pour les travailleurs et les opérateurs dont certains cumulent 21 ans d'expérience au sein de cette unité ouverte en 1992, une assemblée générale a été convoquée le 31 janvier dernier en présence d'un huissier de justice et durant laquelle la grève a été retenue lors d'un vote à bulletins secrets par 93 voix contre 29 sur un total de 123 présents. Début février, une grève de deux jours a été observée pour attirer l'attention du

responsable de l'unité sur la nécessité de revoir les salaires et éviter à l'unité un arrêt préjudiciable pour tout le monde, mais en vain. Une semaine plus tard, et ne voyant rien venir, les travailleurs ont décidé d'une grève illimitée jusqu'à ce que le patron de l'unité daigne accepter leurs revendications.

Aujourd'hui, plus d'une semaine après cette grève, le responsable de cette unité n'a pas consenti à engager le dialogue avec les travailleurs.

Y. Y.

# M'SILA La cimenterie Lafarge paralysée depuis une semaine

*La cimenterie Lafarge, située dans la commune de Hammam Dhalaâ, à 30 km à l'ouest de M'sila, est paralysée depuis dimanche dernier, pour cause de protestation de la majorité des travailleurs de l'usine.*

Les protestataires contestent la décision des responsables de la cimenterie qui ont procédé au licenciement de deux travailleurs, un à M'sila et un autre à Alger, et la sanction d'un troisième employé, selon une source bien informée. Ces décisions ont été prises

pour avoir détecté une fraude au niveau du magasin qui consiste en une surfacturation évaluée à un montant dépassant les 100 millions de dinars, après une investigation déclenchée depuis plus de six mois.

Quant au mouvement de protestation qui s'est manifesté en vue de réfuter ces décisions qui demeurent un leurre au vu des travailleurs, une mesure répressive pour s'adonner à des mesures de discipline et de sanction contre toute forme de revendication des travailleurs, et cette sanction n'a

été que la goutte qui a fait déborder le vase tout en déclenchant ce mouvement de protestation et opérer à la fermeture de l'usine et réclament la réintégration de leurs collègues qui ont une expérience très appréciable, dit-on.

Pour le moment, la cimenterie demeure fermée pour des raisons de sécurité selon notre source, cependant, une réunion de concertation a été organisée en présence des représentants des grévistes, le syndicat de l'usine et l'inspection du travail, en vue d'arriver à dénouer ce conflit qui perdure. Une autre rencontre sera organisée aujourd'hui dimanche, au siège de la wilaya, apprend-on.

A. Laïdi

# DJELFA Arrestation d'une bande de malfaiteurs qui escroquaient les agences de location de véhicules

*La délinquance juvénile ne cesse de progresser et de faire beaucoup de mal à la société. Elle devient un phénomène massif et gâche la vie des citoyens. La déperdition scolaire, l'analphabétisme et le chômage sont les éléments les plus importants qui véhiculent et amplifient de jour en jour cette inquiétante situation.*

Des vols et des agressions sont quotidiennement signalés. Pour combattre ce phénomène, les éléments de la police se sont montrés très actifs ces derniers temps et ont pu mettre hors d'état de nuire plusieurs individus coupables de différents délits. Au cours d'un contrôle routier, les éléments de la Sûreté nationale ont découvert chez un conducteur d'une Peugeot 206 (venant de la wilaya de Aïn Témouchent et louée à une agence) un

permis de conduire falsifié.

Au cours de l'interrogatoire, le mis en cause avoua, avec la complicité d'une autre personne, la falsification de plusieurs documents (fausses pièces d'identité et faux chèques bancaires) destinés à escroquer des agences de location de voitures. Il dira également que ces véhicules volés, au nombre de 15 et venant de plusieurs wilaya, allaient être démontés et vendus en pièces détachées. Ils ont été écroués

avec l'accusation d'escroquerie, de vol, de recel et de falsification de documents.

Sur un autre registre, signalons que la direction de wilaya de la Sûreté nationale a organisé du 24 au 26 février, des portes ouvertes qui ont permis aux visiteurs de découvrir les activités des éléments de la Sûreté nationale et les différentes technologies utilisées pour mettre fin aux agissements des malfaiteurs et des criminels.

Des expositions, des activités sportives et culturelles (football, fantasia, folklore et soirée musicale) ont été organisées à cette occasion, en présence des autorités locales et du représentant personnel du Directeur national de la sûreté.

Bekai Bensaïd

## Publicité

PENSÉE

Le 2 mars 1994 nous quittait tragiquement notre cher fils et frère

**Le Capitaine Boucharef Fouad** lâchement assassiné par des terroristes.

En ce douloureux anniversaire, ses proches demandent à tous ceux qui l'ont connu, côtoyé et aimé, d'avoir une pieuse pensée pour sa mémoire.

Que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.

**Ta mère et ta famille qui ne t'ont jamais oublié**





**ALTERCO** Spa  
ALGERIE TERMINAL CONTENEURS

## Avis de consultation

La Société Algérie Terminal Conteneurs - par abréviation ALTERCO-spa lance un avis de consultation pour :

**L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'EXPERTISE MARITIME**

Les experts dûment qualifiés pour assurer ces prestations peuvent participer à cette consultation.

Pour ce faire, les intéressés doivent accompagner leur offre par les documents suivants :

- Une copie légalisée de l'agrément en cours de validité.
- Une copie légalisée de la carte d'immatriculation fiscale.

Les offres doivent parvenir à la Direction Générale d'Alterco - Zone industrielle de Rouiba - Alger - Boîte poste n° 194/A, au plus tard quinze (15) jours après parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.